

## TRAVAIL

### Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

#### Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 27 juin 2007 par M. François Fillon, Premier ministre et Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Urgence déclarée le 29 juin 2007 - Rapporteur : M. Gilles Carrez (4 juillet 2007) - Rapport n° 62 (5 juillet 2007) - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur pour avis : M. Dominique Tian (4 juillet 2007) - Avis n° 61 (4 juillet 2007) - Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire - Rapporteur pour avis : M. Jean-Charles Taugourdeau (4 juillet 2007) - Avis n° 59 (4 juillet 2007) - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur pour avis : M. Sébastien Huyghe (4 juillet 2007) - Avis n° 58 (4 juillet 2007)

Discussion les 10, 11, 12, 13 et 16 juillet 2007 - Adoption le 16 juillet 2007 - Projet de loi n° 2

#### Sénat (première lecture)

Dépôt le 17 juillet 2007 - N° 390 (2006-2007)

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur : M. Philippe Marini - Rapport n° 404 (2006-2007) (19 juillet 2007) - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales - Rapporteur pour avis : M. Alain Vasselle - Avis n° 406 (2006-2007) (19 juillet 2007)

Discussion les 25, 26 et 27 juillet 2007 - Adoption le 27 juillet 2007 - Projet de loi n° 115 (2006-2007)

#### Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 30 juillet 2007 - N° 108

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

#### Commission mixte paritaire

Nomination le 31 juillet 2007 (J.O. p. 12881) - Réunion le 31 juillet 2007 - Bureau (J.O. p. 12965)

#### Assemblée nationale (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Gilles Carrez - Rapport n° 109 (31 juillet 2007)

Discussion et adoption le 1er août 2007 - Projet de loi n° 22

#### Sénat (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Philippe Marini - Rapport n° 425 (2006-2007) (31 juillet 2007)

Discussion et adoption définitive le 1er août 2007 - Projet de loi n° 131 (2006-2007)

*Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution)*

Décision le 16 août 2007 [J.O. du 22 août 2007] (p. 13959) - Le III de l'article 5 est en partie contraire à la Constitution - Les articles 1er, 11 et 16 de la même loi, ainsi que le surplus de l'article 5, ne sont pas contraires à la Constitution

*Promulgation*

**Loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 publiée au J.O. du 22 août 2007 (p. 13945)**

### PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)**

Interventions du Gouvernement

Mme Christine Lagarde (p. 1630) ; M. Martin Hirsch (p. 1637)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Pierre Brard s'interroge sur les références culturelles de la ministre de l'économie [10 juillet 2007] (p. 1641) ; M. Bernard Accoyer souligne qu'il a fait preuve de tolérance en laissant la parole à M. Jean-Pierre Brard, alors que son intervention n'entraîne pas dans le cadre du rappel au règlement (p. 1641)*

Présentation du rapport de la commission des finances

M. Gilles Carrez (p. 1641)

Intervention du président de la commission des finances

M. Didier Migaud (p. 1643)

Présentation de l'avis de la commission des affaires culturelles

M. Dominique Tian (p. 1645)

Présentation de l'avis de la commission des affaires économiques

M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 1647)

Présentation de l'avis de la commission des lois

M. Sébastien Huyghe (p. 1649)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Pierre Méhaignerie (p. 1650)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 1659)

Soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1651)

Soutenue par M. Jean-Louis Idiart (p. 1652)

Explications de vote : M. Jérôme Chartier (p. 1656) ; Mme Martine Billard (p. 1657) ;

M. Gérard Bapt (p. 1658) ; M. Charles de Courson (p. 1659)

*Rappel au règlement*

*M. Arnaud Montebourg déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions des orateurs [10 juillet 2007] (p. 1659) ; Mme Christine Lagarde annonce qu'elle répondra globalement à l'ensemble des questions (p. 1659)*

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Louis Idiart demande une réponse du Gouvernement après chaque motion de procédure [10 juillet 2007] (p. 1659)*

Question préalable : rejetée (p. 1667)

Opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1660)  
Soutenue par M. Jean-Pierre Brard (p. 1660)  
Explications de vote : M. Michel Diefenbacher (p. 1664) ; M. Roland Muzeau (p. 1665) ; M. Jean Launay (p. 1666) ; M. Charles de Courson (p. 1666)

*Rappel au règlement*

*M. Philippe Vuilque déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par M. Jean-Pierre Brard [10 juillet 2007] (p. 1664)*

Discussion générale

M. Jérôme Chartier (p. 1671) ; M. Gaëtan Gorce (p. 1673) ; M. François de Rugy (p. 1674) ; M. Charles de Courson (p. 1675) ; M. Michel Bouvard (p. 1678) ; Mme Marisol Touraine (p. 1678) ; Mme Huguette Bello (p. 1680) ; M. Yves Censi (p. 1681) ; M. Michel Liebgott (p. 1682) ; M. Roland Muzeau (p. 1682) ; M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1684) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1684) ; M. Laurent Hénart (p. 1686) ; Mme Danièle Hoffman-Rispal (p. 1687) ; M. Jean-Marie Binetruy (p. 1688) ; M. Jean-Pierre Decool (p. 1689) ; M. Alain Vidalies (p. 1690) ; Mme Martine Aurillac (p. 1691) ; M. Jacques Myard (p. 1692) ; M. Christophe Sirugue (p. 1693) ; M. Daniel Garrigue (p. 1694) ; M. Bernard Perrut (p. 1695) ; M. Gérard Bapt (p. 1696) ; M. Lionnel Luca (p. 1697) ; M. Bernard Depierre (p. 1698) ; Mme Claude Darciaux (p. 1699) ; M. Étienne Pinte (p. 1699) ; M. Serge Letchimy (p. 1700) ; M. Lionel Tardy (p. 1701)

Interventions du Gouvernement

Mme Christine Lagarde (p. 1707) ; M. Martin Hirsch (p. 1713)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Pierre Brard regrette l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les orateurs [11 juillet 2007] (p. 1712) ; M. Rudy Salles souligne que "le Gouvernement s'exprime quand il le souhaite et dit ce qu'il veut" ; considère que l'intervention de M. Jean-Pierre Brard ne relève pas du rappel au règlement (p. 1712)*

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Louis Idiart déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les orateurs dans le cadre des motions de procédure [11 juillet 2007] (p. 1712)*

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 1724)

De M. Jean-Marc Ayrault (p. 1716)  
Soutenue par M. Jérôme Cahuzac (p. 1716)  
Intervention du Gouvernement : M. Luc Chatel (p. 1720)  
Explications de vote : M. Jacques Domergue (p. 1720) ; M. Charles de Courson (p. 1721) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 1722) ; M. Gaëtan Gorce (p. 1723)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Louis Idiart demande une suspension de séance [11 juillet 2007] (p. 1724)*

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Pierre Brard demande une suspension de séance [11 juillet 2007] (p. 1724) ; M. Rudy Salles lui rappelle que, n'ayant pas de délégation de son groupe, il n'y est pas habilité (p. 1724)*

Intervention du président de la commission des finances application de l'article 40 de la Constitution  
M. Didier Migaud (p. 1724)

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :  
M. Gilles Carrez (p. 1745 à 2078)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :  
Mme Christine Lagarde (p. 1746 à 2055.) ; M. Roger Karoutchi (p. 1972) ; M. Luc Chatel (p. 1805 et s.) ; M. Martin Hirsch (p. 2061 à 2079.)

*Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires) (p. 1724) : adopté après modification (p. 1797)*

Intervenants : Mme Martine Billard (p. 1725, 1756 et s.) ; M. Henri Nayrou (p. 1725) ; M. Michel Liebgott (p. 1726 et s.) ; M. Pierre-Alain Muet (p. 1727, 1747 et s.) ; M. Paul Giacobbi (p. 1728) ; M. Gaëtan Gorce (p. 1728, 1752 et s., 1775 et s., 1788 et s.) ; Mme Annick Girardin (p. 1729) ; Mme Laurence Dumont (p. 1737) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 1738) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 1738, 1750, 1789) ; M. Dominique Dord (p. 1739) ; M. Marc Dolez (p. 1740) ; M. Serge Letchimy (p. 1741) ; M. Roland Muzeau (p. 1742 et s.) ; M. Henri Emmanuelli (p. 1747, 1759) ; M. Gilles Carrez (p. 1753, 1761, 1765, 1774 et s.) ; M. Dominique Tian (p. 1753 et s.) ; M. François Brottes (p. 1754 et s., 1781 et s.) ; M. Alain Vidalies (p. 1755 et s., 1775 et s., 1790) ; M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 1758 et s.) ; Mme Marylise Lebranchu (p. 1762) ; M. Jean-Pierre Soisson

(p. 1763 et s.); Mme Christine Lagarde (p. 1776, 1785); M. Gérard Bapt (p. 1786); M. Pierre Méhaignerie (p. 1794); M. Charles de Courson (p. 1795)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie à l'opposition et sa réponse "assez insolente" au président de la commission des finances [11 juillet 2007] (p. 1734); M. Hervé Novelli annonce une réponse à l'opposition dans le cours du débat (p. 1735)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Louis Idiart demande des précisions sur la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la prime pour l'emploi [11 juillet 2007] (p. 1734); M. Hervé Novelli confirme la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul de la prime pour l'emploi et du revenu fiscal de référence (p. 1736)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Marc Ayrault demande des précisions sur la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence [11 juillet 2007] (p. 1735); M. Jérôme Chartier souligne que des informations pourront être données aux députés dans la discussion des amendements (p. 1735)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard fait état de déclarations du premier président de la Cour des comptes sur le budget de 2006 et sur les exonérations de cotisations sociales [11 juillet 2007] (p. 1736)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Louis Idiart déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par l'opposition [11 juillet 2007] (p. 1737)*

#### Rappel au règlement

*M. Alain Vidalies déplore l'absence de consultation des partenaires sociaux [11 juillet 2007] (p. 1741); M. Hervé Novelli estime qu'il n'y avait pas lieu de consulter les partenaires sociaux sur un texte exonérant les heures supplémentaires de charges sociales et fiscales (p. 1742)*

Adts identiques n<sup>os</sup> 122, 234, 399 et 432

Adt n<sup>o</sup> 122 de M. Jean-Claude Sandrier (de suppression) (p. 1742)

Adt n<sup>o</sup> 234 de M. Gaëtan Gorce (de suppression) (p. 1743)

Adt n<sup>o</sup> 432 de Mme Martine Billard (de suppression) (p. 1743)

Adt n<sup>o</sup> 399 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 1744)

#### Rappel au règlement

*M. Arnaud Montebourg déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les députés sur les exonérations relatives aux heures supplémentaires – évoque les réserves formulées par des membres du Conseil d'analyse économique [11 juillet 2007] (p. 1748)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard souligne que la réduction de la durée du travail a permis des créations d'emplois entre 1997 et 2002 – fait état de doutes du Premier président de la Cour des comptes sur l'efficacité des exonérations relatives aux heures supplémentaires [11 juillet 2007] (p. 1748)*

Adt n<sup>o</sup> 168 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 1749)

Adt n<sup>o</sup> 236 de M. Paul Giacobbi (p. 1749)

Adt n<sup>o</sup> 272 de M. Michel Liebgott (p. 1751)

Adt n<sup>o</sup> 404 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1752)

Adt n<sup>o</sup> 34 de la commission (p. 1753) : adopté après modification (p. 1754)

Sous-adt n<sup>o</sup> 473 de M. Dominique Tian (p. 1753) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1754)

Adt n<sup>o</sup> 206 de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1754)

Adt n<sup>o</sup> 465 de M. Michel Liebgott (p. 1755)

Adt n<sup>o</sup> 204 de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1756)

Adt n<sup>o</sup> 238 de M. Michel Liebgott (p. 1755)

Adt n<sup>o</sup> 7 de la commission des affaires culturelles (p. 1757) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1758)

Adt n<sup>o</sup> 8 de la commission des affaires culturelles (p. 1758)

Adt n<sup>o</sup> 205 de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1758)

Adt n<sup>o</sup> 340 de M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 1758) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1760)

Adt n<sup>o</sup> 239 de M. Michel Liebgott (p. 1760)

Adt n<sup>o</sup> 35 de la commission : adopté (p. 1761)

Adts identiques n<sup>os</sup> 224 et 264

Adt n<sup>o</sup> 224 de M. Marc Le Fur (p. 1761)

Adt n<sup>o</sup> 264 de M. Charles de Courson (p. 1761)

Adts n<sup>os</sup> 257 à 263 de M. Charles de Courson (p. 1763 et s.)

Adt n<sup>o</sup> 448 de M. Pierre Morange (p. 1764)

Adt n<sup>o</sup> 254 de M. Charles de Courson (p. 1764)

Adts n<sup>os</sup> 36 à 41 de la commission : adoptés (p. 1765 et s.)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Louis Idiart déplore l'absence de réponse du Gouvernement et du rapporteur général aux questions posées par les députés et le président de la commission des finances sur les exonérations relatives aux heures supplémentaires [11 juillet 2007] (p. 1770)*

Adts n<sup>os</sup> 144 et 145 de M. Roland Muzeau (p. 1770 et s.)

Adt n<sup>o</sup> 42 de la commission : adopté (p. 1774)

*Rappel au règlement*

*M. Alain Vidalies demande des précisions sur les conséquences de la prise en compte de l'augmentation du nombre heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence [11 juillet 2007] (p. 1774); M. Gilles Carrez communique des exemples chiffrés sur les conséquences de la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la prime pour l'emploi (p. 1775)*

Adt n<sup>o</sup> 240 de M. Michel Liebgott (p. 1775)

Adt n<sup>o</sup> 460 de M. Jean-Pierre Decool (p. 1776)

Adt n<sup>o</sup> 9 de la commission des affaires culturelles (p. 1776) : adopté après modification (p. 1777)

Sous-adt n<sup>o</sup> 471 deuxième rectification du Gouvernement (p. 1776) : adopté (p. 1777)

Adt n<sup>o</sup> 43 rectifié de la commission : adopté (p. 1777)

Adt n<sup>o</sup> 186 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1777)

Adt n<sup>o</sup> 255 de M. Charles de Courson (p. 1777)

Adt n<sup>o</sup> 44 de la commission : adopté (p. 1778)

Adt n<sup>o</sup> 104 de la commission des affaires économiques (p. 1778)

Adt n<sup>o</sup> 223 de M. Marc Le Fur (p. 1779)

Adts identiques n<sup>os</sup> 242 rectifié et 433

Adt n<sup>o</sup> 242 rectifié de M. Michel Liebgott (p. 1779)

Adt n<sup>o</sup> 433 de Mme Martine Billard (p. 1779)

Adt n<sup>o</sup> 45 de la commission : adopté (p. 1780)

Adt n<sup>o</sup> 434 de Mme Martine Billard (p. 1780)

Adt n<sup>o</sup> 46 de la commission : adopté (p. 1781)

Adt n<sup>o</sup> 435 de Mme Martine Billard (p. 1781)

Adts n<sup>os</sup> 47 et 48 de la commission : adoptés (p. 1782)

Adt n<sup>o</sup> 49 de la commission (p. 1782) : adopté (p. 1783)

Adt n<sup>o</sup> 352 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1782)

Adt n<sup>o</sup> 243 de M. Gaëtan Gorce (p. 1783)

Adt n<sup>o</sup> 146 de M. Roland Muzeau (p. 1783)

Adt n<sup>o</sup> 10 de la commission des affaires culturelles (p. 1783) : adopté (p. 1784)

Adt n<sup>o</sup> 50 de la commission : adopté (p. 1784)

Adt n<sup>o</sup> 228 de M. Jean-Pierre Decool (p. 1784)

Adt n<sup>o</sup> 147 de M. Roland Muzeau (p. 1784)

Adt n<sup>o</sup> 436 de Mme Martine Billard (p. 1785)

Adt n<sup>o</sup> 11 de la commission des affaires culturelles (p. 1785) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 1786)

Sous-adt n<sup>o</sup> 470 du Gouvernement (p. 1785) : adopté (p. 1786)

Adt n<sup>o</sup> 437 de Mme Martine Billard (p. 1786)

Adt n<sup>o</sup> 51 de la commission : adopté (p. 1787)

*Rappel au règlement*

*M. Roland Muzeau fait état d'une lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie lui demandant de procéder à l'élargissement du travail dominical par voie d'amendement au présent projet de loi [11 juillet 2007] (p. 1787)*

Adt n<sup>o</sup> 52 de la commission : adopté (p. 1787)

Adts identiques n<sup>os</sup> 53 et 438

Adt n<sup>o</sup> 53 de la commission : adopté (p. 1787)

Adt n<sup>o</sup> 438 de Mme Martine Billard : adopté (p. 1787)

Adt n<sup>o</sup> 148 de M. Roland Muzeau (p. 1787)

Adt n<sup>o</sup> 54 de la commission : adopté (p. 1788)

Adt n<sup>o</sup> 244 de Mme Marisol Touraine (p. 1788)

Adts n<sup>os</sup> 55 à 57 de la commission : adoptés (p. 1790)

Adts n<sup>os</sup> 12 et 13 de la commission des affaires culturelles : adoptés après rectification (suppression du gage) (p. 1790)

Adt n<sup>o</sup> 397 de M. Michel Liebgott (p. 1790)

Adt n<sup>o</sup> 245 de M. Gaëtan Gorce (p. 1791)

Adt n<sup>o</sup> 246 de Mme Marisol Touraine (p. 1791) : adopté après modification (p. 1792)

Sous-adt n<sup>o</sup> 472 de M. Gilles Carrez (p. 1791)

Sous-adt n<sup>o</sup> 481 de M. Gilles Carrez (p. 1791) : adopté (p. 1792)

Adt n<sup>o</sup> 247 de M. Michel Liebgott (p. 1792)

Adts identiques n<sup>os</sup> 58 et 105

Adt n<sup>o</sup> 58 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1792)

Adt n<sup>o</sup> 105 de la commission des affaires économiques : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1792)

Adts identiques n<sup>os</sup> 256 rectifié et 389

Adt n<sup>o</sup> 256 rectifié de M. Charles de Courson (p. 1792)

- Adt n° 389 de M. Michel Bouvard (p. 1793)
- Adt n° 184 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1795)
- Adt n° 406 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1795)
- Adt n° 248 de Mme Annick Girardin : adopté (suppression du gage) (p. 1796)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Louis Idiart demande des précisions sur la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie [12 juillet 2007] (p. 1803) ; Mme Christine Lagarde s'engage à informer la représentation nationale sur les aspects de la lettre de mission du Président de la République ayant un "rapport manifeste" avec le projet de loi (p. 1803)*

#### Après l'article 1er

- Adt n° 171 de M. Jacques Myard (personnel navigant de cabine de l'aviation civile : suppression de la limite d'âge) (p. 1803) : rejeté (p. 1804)
- Adt n° 252 de Mme Jeanny Marc (agriculteurs de Guadeloupe et de Martinique dont les exploitations sont contaminées par le chlordécone : exonération de cotisations sociales) (p. 1804) : rejeté (p. 1806)
- Adt n° 390 de M. Michel Bouvard (cumul emploi-retraite : cotisations sociales) (p. 1806) : retiré (p. 1807)
- Adts n°s 250, 251 et 365 de Mme Jeanny Marc (départements d'outre-mer - embauche en CDI de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : amélioration du régime d'exonération de cotisations sociales) (p. 1807) : rejetés (p. 1808)
- Adt n° 137 de M. Roland Muzeau (astreinte - période non prise en compte comme temps de travail : abrogation de l'article 3 de la loi du 17 janvier 2003 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi) (p. 1808) : rejeté (p. 1809)
- Adt n° 139 rectifié de M. Roland Muzeau (contrat de travail à temps partiel : conditions de requalification en contrat à temps complet) (p. 1809) : rejeté (p. 1810)
- Adt n° 140 de M. Roland Muzeau (travail à temps partiel : possibilité de refuser les heures complémentaires) : rejeté (p. 1810)
- Adt n° 217 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1810) : rejeté (p. 1811)
- Adt n° 142 de M. Roland Muzeau (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1811) : rejeté (p. 1814)
- Adt n° 271 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1812) : rejeté (p. 1814)

Adt n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du régime des heures choisies) (p. 1814) : rejeté (p. 1816)

Adt n° 336 de M. Pierre Méhaignerie (possibilité, pour un accord ou un référendum d'entreprise, de permettre le choix entre le repos compensateur et le paiement des heures supplémentaires) (p. 1816) : retiré (p. 1817)

Adt n° 182 de M. Richard Mallié (dérogation au repos hebdomadaire le dimanche dans les zones agglomérées de plus de 200 000 habitants) (p. 1817) : retiré (p. 1821)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard juge que la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie constitue une violation de la Constitution à défaut de contreseing [12 juillet 2007] (p. 1821)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Marc Ayrault exprime son inquiétude devant une dérive des institutions ; souligne la vigilance de son groupe sur la question du repos dominical [12 juillet 2007] (p. 1821)*

#### Rappel au règlement

*M. Jérôme Chartier demande que la parole soit retirée aux auteurs de rappels au règlement tendant à "remettre en question l'ordre du jour" [12 juillet 2007] (p. 1822)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Marc Ayrault souligne que son groupe refuse de mettre en cause la présidence [12 juillet 2007] (p. 1823)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard juge que la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie constituerait une violation de la Constitution à défaut de contreseing [12 juillet 2007] (p. 1823) ; Mme Christine Lagarde précise que la lettre de mission que lui a adressée le Président de la République a été "cosignée" par le Premier ministre (p. 1823 et s.)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard demande communication de la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie [12 juillet 2007] (p. 1824)*

Adt n° 215 de M. Michel Liebgott (cotisation employeur à l'assurance chômage : modulation et majoration en fonction du nombre d'emplois précaires et de la durée des contrats de travail) (p. 1824) : rejeté (p. 1825)

Adt n° 345 de M. François de Rugy (chèque transport : caractère obligatoire pour l'employeur) (p. 1825) : rejeté (p. 1826)

Adts identiques n°s 121 et 429

Adt n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1826) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1828)

Adt n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1826) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1828)

Adt n° 213 de M. Michel Liebgott (entreprises de plus de 20 salariés : majoration de 10 % des cotisations sociales employeur afférentes aux salariés à temps partiel s'ils représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 1828) : rejeté (p. 1829)

Adt n° 253 de M. Charles de Courson (suppression des allègements de cotisations sociales pour les entreprises de plus de 500 salariés - plafonnement des "niches fiscales" - progression des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ne pouvant excéder la croissance brute de la dépense de l'Etat) (p. 1829) : retiré (p. 1830)

Adt n° 265 de M. Charles de Courson (extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de l'exonération d'impôt sur le revenu sur les heures supplémentaires : rapport du Gouvernement) (p. 1830) : retiré (p. 1831)

Adt n° 249 de M. Victorin Lurel (chômeurs outre-mer : rapport du Gouvernement sur les modalités d'intégration dans les statistiques nationales) (p. 1831) : adopté après rectification (p. 1832)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard demande à la ministre de l'économie si la lettre de mission qu'elle a reçue du Président de la République a été "cosignée" ou "contresignée" par le Premier ministre [12 juillet 2007] (p. 1836) ; Mme Christine Lagarde précise que la lettre de mission du Président de la République a également été signée par le Premier ministre (p. 1836)*

*Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études) (p. 1837) : adopté après modification (p. 1845)*

Intervenants : M. François de Rugy (p. 1837, 1844) ; Mme Pascale Got (p. 1837) ; M. Roland Muzeau (p. 1838) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 1838) ; M. Guy Geoffroy (p. 1838) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1840) ; M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1841) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 1843 et s.) ; M. Jean-Pierre Soisson (p. 1844) ; M. François de Rugy (p. 1844) ; M. Michel Bouvard (p. 1844)

Adt n° 123 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 1839)

Adt n° 60 rectifié de la commission (p. 1841) : adopté (p. 1842)

Adt n° 400 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1841)

Adt n° 28 de M. René Couanau (p. 1842)

Adt n° 274 de M. Jérôme Cahuzac (p. 1843)

#### Après l'article 2

Adt n° 442 de M. François Scellier (extension du régime d'exonération aux revenus non salariaux des étudiants) (p. 1845) : retiré (p. 1846) ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 1846) : rejeté (p. 1846)

Adt n° 266 de M. Charles de Courson (étudiants non rattachés au foyer fiscal de leurs parents : crédit d'impôt de 20 % de leurs revenus salariaux) : rejeté (p. 1846)

*Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale) (p. 1846) : adopté après modification (p. 1862)*

Intervenants : Mme Corinne Erhel (p. 1846) ; M. André Wojciechowski (p. 1847) ; M. Alain Cacheux (p. 1847, 1857 et s.) ; M. Jean Launay (p. 1848) ; M. Roland Muzeau (p. 1849, 1861) ; M. François de Rugy (p. 1849) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1850 et s.) ; M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1852) ; Mme Michèle Delaunay (p. 1857) ; M. François Brottes (p. 1858) ; M. Gilles Carrez (p. 1858 et s.) ; M. Michel Bouvard (p. 1858) ; M. Serge Letchimy (p. 1858) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 1860) ; Mme Christine Lagarde (p. 1861)

Adt n° 277 de M. Alain Cacheux (de suppression) (p. 1852)

Adt n° 124 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 1854)

Adt n° 278 de M. Jean-Louis Idiart (p. 1855)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Louis Idiart proteste contre le refus du président de séance de laisser un orateur répondre à la commission [12 juillet 2007] (p. 1856) ; M. Marc-Philippe Daubresse précise que, l'orateur ayant demandé la parole après l'annonce du vote, il n'a pu lui permettre de répondre à la commission (p. 1856)*

Adt n° 279 de M. Jean-Louis Idiart (p. 1857)

Adt n° 280 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1857)

Adt n° 281 de Mme Geneviève Gaillard (p. 1857)

Adt n° 61 de la commission (p. 1858)

Adts n°s 346 et 347 de M. François de Rugy (p. 1859)

Adt n° 407 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1860)

Adt n° 181 de M. Thierry Lazo (p. 1860)

Adt n° 341 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1861)

Adt n° 62 de la commission : adopté (p. 1861)

Adt n° 203 de M. Thierry Lazo (p. 1861)

Adt n° 342 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1861)

Adt n° 63 de la commission (p. 1861) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 1862)

Sous-adt n° 477 du Gouvernement (p. 1861) : adopté (p. 1862)

### *Après l'article 3*

Adt n° 296 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (pondération des différentes catégories de logements sociaux pour le calcul du quota de 20 % de la loi SRU) : rejeté (p. 1862)

Adt n° 291 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - prélèvement de solidarité) (p. 1862) : rejeté (p. 1863)

Adt n° 295 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" : autorisation des opérations de plus de 20 logements subordonnée à une proportion minimale de 30 % de logements sociaux) : rejeté (p. 1863)

Adt n° 294 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - limitation à 1/3 de la prise en compte des PLS dans le quota de 20 %) : rejeté (p. 1863)

Adt n° 293 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - logements sociaux : doublement du prélèvement de solidarité en cas de constat de carence) (p. 1863) : rejeté (p. 1864)

Adt n° 290 de M. Jean-Louis Idiart ("vente à la découpe" : institution d'un permis de mise en copropriété) : rejeté (p. 1864)

Adt n° 283 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diminution des conditions de ressources ouvrant droit au nouveau "prêt à taux zéro" et augmentation de son montant) : rejeté (p. 1864)

Adt n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Idiart (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 1864)

Adt n° 183 rectifié de M. Thierry Lazaro (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) (p. 1864) : rejeté (p. 1865)

Adts n°s 333 rectifié et 334 rectifié de Mme Chantal Berthelot (régions d'outre-mer - concessions d'hydrocarbures dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental : institution d'une redevance au bénéfice de la région) : rejetés (p. 1865)

Adt n° 315 deuxième rectification de M. François Brottes (électricité : retour du consommateur domestique à un tarif réglementé transitoire d'ajustement sur demande écrite) (p. 1865) : rejeté (p. 1868)

Adt n° 314 deuxième rectification de M. François Brottes (électricité : lors d'un emménagement bénéfice des tarifs réglementés sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1865) : rejeté (p. 1868)

Adt n° 235 deuxième rectification de M. Jean-Claude Lenoir (électricité : application au consommateur domestique d'un tarif réglementé sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1866) : retiré (p. 1867)

Adt n° 268 de M. Charles de Courson (crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt : rapport au Parlement vérifiant que la mesure bénéficie au contribuable et analyse de ses conséquences) (p. 1868) : adopté après rectification (p. 1869)

Adt n° 282 de M. François Brottes (coût du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt comparé au montant des aides publiques accordées au logement social : rapport au Parlement) : rejeté (p. 1869)

Adt n° 284 de M. François Brottes (moyens mis en œuvre pour que les dépenses afférentes au logement n'excèdent pas 25 % du revenu des ménages modestes : rapport au Parlement) : rejeté (p. 1869)

Adt n° 285 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement - aides à la personne : rapport au Parlement sur leurs conséquences quant à la solvabilité de leurs bénéficiaires) : rejeté (p. 1869)

Adt n° 286 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social et habitat insalubre outre-mer : rapport au Parlement) (p. 1869) : rejeté (p. 1870)

Adt n° 287 de M. Jean-Louis Idiart (profession de marchand de biens : définition) : rejeté (p. 1870)

Adt n° 288 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : fixation des conditions d'exercice de leur activité) : rejeté (p. 1870)

Adt n° 289 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : interdiction de délivrance de congé pour vente d'un logement sauf pour un bien acquis depuis plus de six ans) : rejeté (p. 1871)

*Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options) (p. 1871) : adopté après modification (p. 1909)*

Intervenants : Mme Danièle Hoffman-Rispal (p. 1871, 1877 et s., 1887 et s.) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 1872, 1890 et s.) ; M. Jean Launay (p. 1872) ; M. Roland Muzeau (p. 1873, 1884, 1889 et s.) ; M. Guillaume Garot (p. 1873) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1881, 1885 et s., 1889, 1892) ; M. Christophe Sirugue (p. 1883) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 1884 et s.) ; M. Jérôme Chartier (p. 1884 et s., 1897) ; M. Jacques Myard (p. 1885) ; Mme Marie-Anne Montchamp (p. 1887) ; M. Charles de Courson (p. 1888 et s.) ; M. Alain Cacheux (p. 1891 et s.) ; M. Gilles Carrez (p. 1892 et s.) ; Mme Sandrine Mazetier (p. 1896) ; M. Michel Bouvard (p. 1898) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 1898)

Adts identiques n°s 125, 298, 348 et 401

Adt n° 125 de M. Jean-Claude Sandrier (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1877)

Adt n° 298 de M. Jean-Louis Idiart (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1877)

Adt n° 348 de M. François de Ruyg (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1878)

Adt n° 401 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1879)

Adt n° 176 de M. Jacques Myard (p. 1882)

Adt n° 126 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 1884)

Adts n°s 33 et 32 de M. Lionnel Luca (p. 1885)

Adts n°s 300 et 299 de M. Jean-Louis Idiart (p. 1886)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Louis Idiart souhaite des réponses plus fournies du rapporteur et du Gouvernement [12 juillet 2007] (p. 1886)*

#### Rappel au règlement

*M. Jérôme Chartier félicite M. Marc-Philippe Daubresse pour la qualité de sa présidence et estime que les amendements "de procédure ou de position" ne justifient pas de longues réponses [12 juillet 2007] (p. 1886)*

Adt n° 64 de la commission : adopté après modification (suppression du gage) (p. 1887)

Adt n° 443 de M. Thierry Lazaro (p. 1887)

Adt n° 188 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1888)

Adt n° 355 de M. Louis Giscard d'Estaing : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1888)

Adt n° 444 de M. Thierry Lazaro (p. 1888)

Adt n° 445 de M. Thierry Lazaro (p. 1888) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1890)

Adt n° 21 de M. Yves Censi (p. 1890)

Adt n° 65 de la commission (p. 1892) : adopté (p. 1893)

#### Rappel au règlement

*M. Arnaud Montebourg considère que la réduction de l'assiette des droits de mutation constitue une injustice sociale [12 juillet 2007] (p. 1893)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-François Copé souligne que la réduction de l'assiette des droits de mutation était prévue par le programme de Nicolas Sarkozy et a donc été approuvée par les Français [12 juillet 2007] (p. 1894)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard demande à connaître le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés et établit une comparaison entre "l'ambitieux habile" s'emparant du pouvoir cité par Tocqueville et "un nom très contemporain" [12 juillet 2007] (p. 1894) ; Mme Christine Lagarde indique à M. Jean-Pierre Brard qu'elle donnera toute précision sur le triplement de l'abattement en faveur des handicapés (p. 1894)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Yves Le Bouillonnet demande à connaître le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [12 juillet 2007] (p. 1895)*

Adt n° 189 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1895)

Adt n° 66 de la commission : adopté (p. 1895)

Adt n° 67 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1896)

Adt n° 68 de la commission : adopté (p. 1896)

Adt n° 190 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1898)

Adt n° 409 de M. Jean-Pierre Brard : SCRUTIN PUBLIC (p. 1898)

*Quorum (demande de vérification) : M. Jean-Claude Sandrier [12 juillet 2007] (p. 1899)*

*Quorum non atteint (p. 1899)*

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Pierre Brard évoque l'accusation de "discourtoisie" prononcée par la ministre de l'économie et des finances à son encontre, demande qu'elle ne confonde pas la discourtoisie avec son "combat déterminé" contre la politique du Gouvernement [13 juillet 2007] (p. 1907) ; M. Jérôme Chartier considère que M. Jean-Pierre Brard a fait preuve de discourtoisie à l'égard de la ministre de l'économie et des finances (p. 1907) ; M. Jean-Louis Idiart réitère la demande de son groupe sur le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés (p. 1908)*

Adt n° 408 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1908)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Louis Idiart insiste pour que soit donnée une évaluation du coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [13 juillet 2007] (p. 1909) ; Mme Christine Lagarde précise que le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés s'élève à 20 millions d'euros pour 3 300 bénéficiaires (p. 1909) ; M. Jean-Pierre Brard souligne que le triplement de l'abattement en faveur des handicapés ne concerne qu'une fraction d'entre eux (p. 1909)*

#### Après l'article 4

Adt n° 270 de M. Charles de Courson (exonération de la part successorale des frères et sœurs bénéficiant de l'abattement de 57 000 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1909)

*Article 5 (renforcement du bouclier fiscal) (p. 1909) : adopté après modification (p. 1942)*

Intervenants : M. François de Rugy (p. 1910) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 1910 et s.) ; M. Jean Launay (p. 1911, 1941) ; M. Dominique Baert (p. 1911) ; M. Roland Muzeau (p. 1912, 1919, 1927) ; M. Arnaud Montebourg (p. 1913 et s.) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 1913 et s.) ; M. Jean-Yves

Le Bouillonnet (p. 1914); M. François Brottes (p. 1925 et s.); M. Charles de Courson (p. 1926); M. Gilles Carrez (p. 1927, 1932); M. Didier Migaud (p. 1928); M. Michel Bouvard (p. 1930); M. Gérard Bapt (p. 1931 et s., 1941)

Adts identiques n<sup>os</sup> 127, 303, 349 et 402

Adt n<sup>o</sup> 127 de M. Jean-Claude Sandrier (de suppression) (p. 1914)

Adt n<sup>o</sup> 303 de M. Jean-Louis Idiart (de suppression) (p. 1914)

Adt n<sup>o</sup> 349 de M. François de Rugy (de suppression) (p. 1915)

Adt n<sup>o</sup> 402 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 1916)

Adt n<sup>o</sup> 128 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 1919)

Adt n<sup>o</sup> 304, deuxième rectification de M. Jean-Louis Idiart (p. 1920)

Adts n<sup>os</sup> 411 et 424 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1921 et s.)

Adt n<sup>o</sup> 312 de M. Jean-Louis Idiart (p. 1922)

Adts identiques n<sup>os</sup> 313 et 367

Adt n<sup>o</sup> 313 de M. Jean-Louis Idiart : SCRUTIN PUBLIC (p. 1922)

Adt n<sup>o</sup> 367 de M. Charles de Courson : SCRUTIN PUBLIC (p. 1923)

*Rappel au règlement*

*M. François Brottes regrette de n'avoir pu répondre au rapporteur avant le vote sur les amendements n<sup>os</sup> 313 et 367 [13 juillet 2007] (p. 1924)*

*Rappel au règlement*

*M. Jérôme Chartier félicite M. Marc Laffineur pour la qualité de sa présidence [13 juillet 2007] (p. 1924)*

*Rappel au règlement*

*M. Arnaud Montebourg souligne qu'il n'y a aucune obstruction de la part de l'opposition - demande que le Gouvernement réponde aux questions posées par l'opposition sur un texte mal préparé [13 juillet 2007] (p. 1924)*

Adt n<sup>o</sup> 310 de M. Jean-Louis Idiart (p. 1924)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Pierre Brard demande si le contribuable pourra lui-même procéder à la liquidation de la restitution prévue par le "bouclier fiscal" [13 juillet 2007] (p. 1925); Mme Christine Lagarde se prononce contre la liquidation par le contribuable de la restitution prévue par le "bouclier fiscal" (p. 1925)*

Adt n<sup>o</sup> 311 de M. Jean-Louis Idiart (p. 1925)

Adts identiques n<sup>os</sup> 69 et 129

Adt n<sup>o</sup> 69 de la commission : SCRUTIN PUBLIC (p. 1926)

Adt n<sup>o</sup> 129 de M. Jean-Claude Sandrier : SCRUTIN PUBLIC (p. 1927)

*Rappel au règlement*

*M. François Brottes reproche au président de séance d'avoir annoncé le scrutin public avant la présentation des amendements n<sup>os</sup> 69 et 129 afin d'interdire toute prise de parole après les interventions de la commission et du Gouvernement - demande que cette "jurisprudence nouvelle" soit évoquée devant la Conférence des présidents [13 juillet 2007] (p. 1929); M. Marc Laffineur précise qu'il a annoncé le scrutin public après la présentation des amendements (p. 1929)*

Adt n<sup>o</sup> 309 de M. Jean-Claude Viollet (p. 1929)

Adts n<sup>os</sup> 418 et 419 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1929 et s.)

Adt n<sup>o</sup> 175 de M. Jacques Myard (p. 1930)

Adt n<sup>o</sup> 308 rectifié de M. Jean-Louis Idiart (p. 1931)

Adt n<sup>o</sup> 70 de la commission (p. 1931) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1932)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Louis Idiart regrette de n'avoir pu répondre au Gouvernement avant le vote sur l'amendement n<sup>o</sup> 308, demande quel sera le coût du "bouclier fiscal" pour les collectivités territoriales [13 juillet 2007] (p. 1932); Mme Christine Lagarde indique qu'un délai est nécessaire pour déterminer le coût du "bouclier fiscal" pour les collectivités territoriales (p. 1932)*

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Pierre Brard juge que le Gouvernement a mal préparé le débat [13 juillet 2007] (p. 1933); M. Gilles Carrez rappelle qu'il a demandé que les collectivités locales ne participent pas au financement des restitutions dues au titre du bouclier fiscal (p. 1933)*

*Rappel au règlement*

*M. Arnaud Montebourg juge la présidence partisane [13 juillet 2007] (p. 1933)*

Adts n<sup>os</sup> 307 rectifié et 306 rectifié de M. Gérard Bapt (p. 1933 et s.)

Adt n<sup>o</sup> 413, deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (p. 1934)

*Quorum (demande de vérification): M. Jean-François Copé [13 juillet 2007] (p. 1934)*

*Quorum non atteint (p. 1935)*

Adt n<sup>o</sup> 320 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1941)

Adt n<sup>o</sup> 305 de M. Gérard Bapt (p. 1941)

*Après l'article 5*

Adt n° 158 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction d'impôt plafonnée à 40 % du revenu) (p. 1942) : retiré (p. 1944)

Adt n° 159 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu : institution d'un barème alternatif déterminant une cotisation minimale) (p. 1942) : retiré (p. 1944)

Adt n° 157 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu : taux du barème alternatif) (p. 1942) : retiré (p. 1944)

Adt n° 275 rectifié de M. Jean-Louis Idiart (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction du revenu imposable plafonnée à 40 %) (p. 1942) : rejeté (p. 1944)

Adt n° 276 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (impôt sur le revenu - réductions et crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 1943) : rejeté (p. 1944)

Adt n° 488 du Gouvernement (imposition minimale sur le revenu : rapport au Parlement) : adopté (p. 1945)

Adt n° 174 rectifié de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 1945) : rejeté (p. 1946)

Adt n° 170 de M. Jacques Myard (ISF : exonération de la résidence principale) (p. 1945) : rejeté (p. 1950)

Adt n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946) : adopté AU SCRUTIN PUBLIC après rectification (suppression du gage) (p. 1946)

Adt n° 398 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - objets d'antiquité, d'art ou de collection : exonération de ceux présentés au public plus de trois mois par an ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égale à 2,5 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) : rejeté (p. 1951)

Adt n° 318 de M. Jean-Louis Idiart (ISF - souscription au capital de PME : suppression de l'exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts) (p. 1951) : rejeté (p. 1952)

*Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 1952) : adopté après modification (p. 1962)*

Intervenants : M. Jean-Louis Idiart (p. 1952 et s.) ; M. Roland Muzeau (p. 1952 et s.) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1953) ; M. Gérard Bapt (p. 1955) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 1956) ; M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 1958) ; M. Gilles Carrez (p. 1958 et s.) ; M. François Brottes (p. 1960 et s.)

Adts identiques n°s 130, 316, 403

Adt n° 130 de M. Jean-Claude Sandrier (de suppression) (p. 1952)

Adt n° 316 de M. Jean-Louis Idiart (de suppression) (p. 1953)

Adt n° 403 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 1953)

*Rappel au règlement*

*M. Jean-Yves Le Bouillonnet demande quels engagements ont été pris par le Président de la République envers l'Union européenne en matière de réduction du déficit des finances publiques [13 juillet 2007] (p. 1955) ; Mme Christine Lagarde précise les engagements pris par la France en matière de finances publiques (p. 1955)*

Adt n° 131 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 1956)

Adt n° 72 de la commission : adopté (p. 1956)

Adt n° 191 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1956)

Adt n° 73 de la commission : adopté (p. 1956)

Adt n° 192 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1956)

Adt n° 74 de la commission : adopté (p. 1956)

Adt n° 415 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1956)

Adt n° 317 de M. Guillaume Garot (p. 1957)

Adt n° 193 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1957)

Adts n°s 416 et 428 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1957 et s.)

Adt n° 194 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1958)

Adt n° 75 de la commission : adopté (p. 1958)

Adt n° 211 de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1958)

Adt n° 153 de M. Jean-Michel Fourgous (p. 1959)

Adt n° 214 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (p. 1959) : adopté (p. 1960)

Adt n° 212 de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 1959)

Adts n°s 462 et 461 de M. Marc Le Fur (p. 1959 et s.)

Adt n° 155 de M. Jean-Michel Fourgous (p. 1960)

Adt n° 353 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1960) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1961)

Adts n°s 76 et 77 de la commission : adoptés (p. 1961)

Adt n° 421 de M. Jean-Pierre Brard (p. 1961)

Adt n° 78 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1961)

Adt n° 195 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1961)

Adt n° 79 de la commission : adopté après modification (suppression du gage) (p. 1961)

Adt n° 354 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1961) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1962)

Adt n° 80 de la commission : adopté (p. 1962)

Adt n° 196 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1962)

Adt n° 200 de M. Hervé Mariton (p. 1962)

Adt n° 197 rectifié de M. Gilles Carrez : adopté (p. 1962)

#### *Après l'article 6*

Adt n° 71, deuxième rectification de la commission (dirigeants de sociétés - indemnités de départ ou de licenciement supérieures à un million d'euros : non déductibilité du résultat) : adopté (p. 1962)

#### *Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées) (p. 1962) : adopté après modification (p. 2053)*

Intervenants : M. Jean Launay (p. 1962 et s., 2052) ; M. Jacques Kossowski (p. 1963 et s.) ; M. Roland Muzeau (p. 1964 et s.) ; M. Jean-Pierre Brard (p. 1965 et s.) ; M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 1968 et s.) ; M. Gilles Carrez (p. 1968, 2051) ; M. Sébastien Huyghe (p. 1968) ; Mme Christine Lagarde (p. 1969, 1973) ; M. François Brottes (p. 1969 et s.) ; M. Guy Geoffroy (p. 2050 et s.) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 2051 et s.)

Adt n° 169 de M. Jean-Claude Sandrier : SCRUTIN PUBLIC (p. 1966)

Adt n° 106 de la commission des affaires économiques (p. 1968)

Adt n° 322 de M. Jean Launay : SCRUTIN PUBLIC (p. 1968)

#### *Adts identiques n°s 81 et 107*

Adt n° 81 de la commission (p. 1968)

Adt n° 107 de la commission des affaires économiques (p. 1968)

Adt n° 1 de la commission des lois (p. 1968) : adopté après modification (p. 1970)

Sous-adt n° 479 du Gouvernement (p. 1968) : adopté (p. 1970)

Adt n° 414 de M. Jean-Pierre Brard : SCRUTIN PUBLIC (p. 1970)

Adt n° 326 de M. Jean Launay : SCRUTIN PUBLIC (p. 1971)

Adt n° 426 de M. Jean-Pierre Brard : SCRUTIN PUBLIC (p. 1972)

#### *Rappel au règlement*

*M. Jean-Pierre Brard propose de lever la séance en raison de la Fête nationale [13 juillet 2007] (p. 1972)*

Adt n° 108 de la commission des affaires économiques (p. 1972)

#### *Adts identiques n°s 82, 109 et 2*

Adt n° 109 de la commission des affaires économiques (p. 1972)

Adt n° 82 de la commission (p. 1972)

Adt n° 2 de la commission des lois (p. 1972) : adopté après modification (p. 1973)

Sous-adt n° 480 du Gouvernement : adopté (p. 1973)

Adts n°s 425 et 427 de M. Jean-Pierre Brard (p. 2048 et s.)

Adt n° 3 rectifié de la commission des lois (p. 2050) : adopté (p. 2051)

Adts n°s 83 rectifié, 84 et 85 de la commission : adoptés (p. 2051)

Adt n° 323 de M. Jean Launay (p. 2051)

Adts n°s 327, 325 et 324 de M. Alain Vidalies (p. 2052)

Adts n°s 4 et 5 de la commission des lois : adoptés (p. 2052)

Adt n° 379 rectifié de M. Charles de Courson (p. 2052)

#### *Après l'article 7*

Adt n° 319 de M. Jean-Pierre Balligand ("stock-options" - plus-values réalisées par les dirigeants : affectation de 50 % de leur montant à l'ensemble des salariés) : rejeté (p. 2053)

Adt n° 110 de la commission des affaires économiques (groupements d'employeurs - adhésion des entreprises de plus de 300 salariés : suppression de la condition relative à la conclusion d'un accord d'entreprise) (p. 2054) : retiré (p. 2055)

Adt n° 111 de la commission des affaires économiques (groupements d'employeurs composés d'adhérents de droit privé et de collectivités territoriales - objet élargi aux domaines culturel et touristique) : retiré (p. 2055)

Adt n° 321 de M. Jean-Pierre Balligand (plus-values sur "stock-options" : institution d'un prélèvement de 8 % affecté au fonds de réserve pour les retraites) : rejeté (p. 2055)

#### *Rappel au règlement*

*M. Jean-Louis Idiart regrette que le président de séance ait refusé la parole à M. Jean-Yves Le Bouillonnet sur l'amendement n° 110 de la commission des affaires économiques [16 juillet 2007] (p. 2055) ; M. Bernard Accoyer indique à M. Jean-Louis Idiart que l'amendement n° 110 avait été retiré (p. 2056)*

*Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active) (p. 2056) : adopté (p. 2064)*

Intervenants : Mme Marisol Touraine (p. 2056) ; Mme Danièle Hoffman-Rispal (p. 2057) ; M. Gérard Bapt (p. 2057) ; M. Roland Muzeau (p. 2058 et s.) ; M. Christophe Sirugue (p. 2059) ; Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2059) ; M. Marcel Rogemont (p. 2060) ; M. Henri Nayrou (p. 2060) ; M. François de Rugy (p. 2061) ; M. Dominique Tian (p. 2063) ; M. Jean-Marc Ayrault (p. 2064)

Adt n° 133 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2063)

#### Après l'article 8

Adt n° 440 de Mme Martine Billard (contrats de travail à temps partiel lorsque leur proportion dans l'entreprise est supérieure à un taux fixé par décret : institution d'une contribution de précarité affectée au fonds de solidarité pour l'emploi) : rejeté (p. 2064)

#### Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active) (p. 2064) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2070)

Intervenants : M. Marcel Rogemont (p. 2064 et s.) ; M. Christophe Sirugue (p. 2065 et s.) ; M. Henri Nayrou (p. 2065 et s.) ; M. Dominique Tian (p. 2066 et s.) ; M. François de Rugy (p. 2067) ; Mme Marisol Touraine (p. 2067)

Adt n° 14 de la commission des affaires culturelles : adopté (p. 2066)

Adt n° 94 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 2066)

Adt n° 329 de M. Gérard Bapt (p. 2067)

Adt n° 441 de Mme Martine Billard (p. 2067)

Adt n° 328 de M. Gérard Bapt : SCRUTIN PUBLIC (p. 2067)

Adt n° 15 de la commission des affaires culturelles (p. 2068) : adopté (p. 2069)

#### Adts identiques n°s 218 et 380 rectifié

Adt n° 218 de M. François Scellier (p. 2068)

Adt n° 380 rectifié de M. Charles de Courson (p. 2068)

Adt n° 330 de M. Gérard Bapt (p. 2069)

#### Rappel au règlement

M. Jean-Yves Le Bouillonnet observe qu'un des amendements non soumis au vote parce qu'ils devenus sans objet comportait des dispositions de nature spécifique [16 juillet 2007] (p. 2069) ; M. Bernard Accoyer souligne que l'adoption d'un amendement "totalement incompatible" avec un autre fait tomber ce dernier (p. 2069)

Adt n° 16 rectifié de la commission des affaires culturelles : adopté (p. 2069)

Adt n° 338 de M. Dominique Tian (p. 2069) : adopté (p. 2070)

#### Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active) (p. 2070) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2074)

Intervenants : M. Marcel Rogemont (p. 2070 et s.) ; M. Christophe Sirugue (p. 2070) ; M. Roland Muzeau (p. 2071) ; M. Dominique Tian (p. 2071 et s.) ; M. Gilles Carrez (p. 2071 et s.) ; Mme Patricia Adam (p. 2071 et s.) ; Mme Marisol Touraine (p. 2071) ; M. Charles de Courson (p. 2072) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 2073)

Adt n° 135 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2070)

Adt n° 86 de la commission (p. 2071)

Adt n° 87, deuxième rectification de la commission (p. 2072) : adopté (p. 2073)

Adt n° 88 de la commission : adopté (p. 2073)

Adt n° 339 de M. Dominique Tian : adopté (p. 2073)

Adt n° 89 de la commission : adopté (p. 2073)

Adt n° 149 de M. Roland Muzeau (p. 2073)

Adt n° 96 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 2074)

#### Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active) (p. 2074) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2075)

Intervenant : M. Marcel Rogemont (p. 2075)

Adt n° 97 de M. Gilles Carrez (p. 2074) : adopté après modification (p. 2075)

Sous-adts identiques n°s 482 et 485

Sous-adt n° 482 de M. François Scellier : adopté (p. 2074)

Sous-adt n° 485 de M. Charles de Courson : adopté (p. 2074)

Adt n° 384 de M. Charles de Courson (p. 2075)

#### Adts identiques n°s 220, 332 et 385

Adt n° 220 de M. François Scellier : adopté (p. 2075)

Adt n° 332 de M. Gérard Bapt : adopté (p. 2075)

Adt n° 385 de M. Charles de Courson : adopté (p. 2075)

#### Après l'article 11

Adt n° 163 de M. Michel Diefenbacher (éligibilité au RMI : patrimoine immobilier ne dépassant pas une valeur fixée par décret) : retiré (p. 2075)

Adt n° 165 de M. Michel Diefenbacher (éligibilité au RMI - condition de résidence en France) : retiré (p. 2075)

Adt n° 166 de M. Michel Diefenbacher (RMI : récupération des sommes servies dans l'attente de la liquidation d'un droit principal après le versement de ce dernier) : retiré (p. 2075)

Adt n° 164 de M. Michel Diefenbacher (RMI : récupération des sommes servies en cas de décès, retour à meilleure fortune, donation ou cession d'actif) : retiré (p. 2075)

Adt n° 167 de M. Michel Diefenbacher (RMI - communauté de vie : calcul sur les bases applicables aux membres d'un même foyer) (p. 2075) : retiré (p. 2076)

Adt n° 162 de M. Michel Diefenbacher (RMI - procédure de suspension : suppression de l'obligation de consulter la commission locale d'insertion) (p. 2075) : rejeté (p. 2076)

Adt n° 161 de M. Michel Diefenbacher (RMI : échanges d'informations entre les différents intervenants) : retiré (p. 2076)

Adt n° 91 de la commission (rapport d'évaluation préalable à la généralisation du revenu de solidarité active) : adopté (p. 2076)

Adts identiques n°s 92 et 468

Adt n° 92 de la commission (prime pour l'emploi - rapport sur la diminution du délai de perception et l'inscription sur le bulletin de salaire) (p. 2076) : adopté (p. 2077)

Adt n° 468 de M. Charles de Courson (prime pour l'emploi - rapport sur la diminution du délai de perception et l'inscription sur le bulletin de salaire) (p. 2076) : adopté (p. 2077)

Adts identiques n°s 93 et 382

Adt n° 93 de la commission (revenu de solidarité active : rapport sur les mesures d'accompagnement financier au bénéfice des départements) : retiré (p. 2077)

Adt n° 382 de M. Charles de Courson (revenu de solidarité active : rapport sur les mesures d'accompagnement financier au bénéfice des départements) : retiré (p. 2077)

Adt n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) : rejeté (p. 2077)

Adt n° 467 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rapport d'évaluation débattu au Parlement avant la généralisation du revenu de solidarité active) (p. 2077) : retiré (p. 2078)

#### Titre

Adt n° 136 de M. Jean-Claude Sandrier (projet de loi en faveur de la rentabilité financière, de la spéculation immobilière et de la restauration des privilèges) (p. 2078) : rejeté (p. 2079)

Adt n° 201 de M. Pierre-Alain Muet (projet de loi relatif aux heures supplémentaires et à diverses dispositions fiscales) (p. 2078) : rejeté (p. 2079)

#### Explications de vote

M. Jérôme Chartier (p. 2079) ; M. Roland Muzeau (p. 2080) ; M. Jean-Louis Idiart (p. 2080) ; M. Charles de Courson (p. 2081)

#### Vote des groupes

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Jérôme Chartier (p. 2080)  
Groupe Gauche démocrate et républicaine : contre : M. Roland Muzeau (p. 2080)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Jean-Louis Idiart (p. 2081)  
Groupe Nouveau Centre : pour : M. Charles de Courson (p. 2081)

#### Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2081)

#### EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

#### Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire

M. Gilles Carrez (p. 2612)

#### Discussion générale

M. Michel Bouvard (p. 2614) ; M. Pierre-Alain Muet (p. 2615) ; M. François de Rugy (p. 2617) ; M. Charles de Courson (p. 2619) ; M. Dominique Tian (p. 2621) ; M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 2622)

#### Interventions du Gouvernement

M. Martin Hirsch (p. 2623) ; Mme Christine Lagarde (p. 2624)

#### Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2625)

Interventions du rapporteur dans la discussion des amendements : M. Gilles Carrez (p. 2625 et s.)

Adt n° 1 du Gouvernement (de précision) (article 4 bis A : indexation des abattements et des barèmes relatifs aux mutations à titre gratuit) : adopté (p. 2625)

Adt n° 4 du Gouvernement (suppression du gage) (article 4 bis A : indexation des abattements et des barèmes relatifs aux mutations à titre gratuit) : adopté (p. 2625)

Adt n° 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 5 : renforcement du bouclier fiscal) (p. 2625) : adopté (p. 2626)

Adt n° 5 du Gouvernement (rédactionnel) (article 6 : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) : adopté (p. 2626)

Adt n° 3 du Gouvernement (de précision) (article 6 : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) : adopté (p. 2626)

Adt n° 6 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 6 : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) : adopté (p. 2626)

**Explications de vote**

M. Jean Launay (p. 2626) ; M. Louis Giscard d'Estaing (p. 2627) ; M. Jean-Paul Lecoq (p. 2628) ; M. Charles de Courson (p. 2628)

*Vote des groupes*

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche :  
contre : M. Jean Launay (p. 2627)

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire :  
pour : M. Louis Giscard d'Estaing (p. 2628)

Groupe Gauche démocrate et républicaine : contre :  
M. Jean-Paul Lecoq (p. 2628)

Groupe Nouveau Centre : pour : M. Charles de  
Courson (p. 2628)

*Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements adoptés (p. 2629)*